



Réhabilitation de la toiture de la Préfecture de Haute Loire au Puy en Velay



C.C.T.P.

Lot n°0

Prescriptions générales

N° Dossier	6223
Date	19/03/2025
Phase	PRO DCE
Indice	D



PRÉFET
DE LA HAUTE-LOIRE

MAITRE D'OUVRAGE

Préfecture de Haute Loire
6 avenue du Général de
Gaulle
43000 Le Puy en Velay



ARCHITECTE :

Benoît COILLOT
3 Place Michelet
43000 LE PUY EN VELAY
Tél : 04 71 05 61 87
Mél : archi@agencelacite.com



BE FLUIDES :

GBA ENERGIES
4 Bd George SAND
43000 Le Puy en Velay
Tél : 04 71 09 12 19
Mél : energies@gba-energies.com



BUREAU D'ETUDES :

BET MERIGEON
ZA la Chartreuse
43700 BRIVES CHARENSAC
Tél : 04 71 02 28 02
Mél : bet.merigeon@wanadoo.fr



ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

GBA&Co Le PUY
4Bd G SAND
43000 LE PUY en VELAY
Tél : 04 71 09 12 19
Mél : rrey@gba-eco.com

Table des matières

1 Généralités.....	3
1.1 Objet du document.....	3
1.2 Définition de l'opération.....	3
2 Définition des documents.....	4
3 Qualité des matériaux et fournitures.....	6
4 Caractéristiques du site.....	7
5 Organisation du chantier.....	9
6 Nettoyage de chantier	11

1 Généralités

1.1 Objet du document

Le présent document a pour objet de regrouper l'ensemble des dispositions générales relatives au projet et communes à tous les lots.

Ce document fait partie intégrante du dossier marché et est indissociable des CCTP relatifs à chaque lot.

Les CCTP de chaque lot viennent en complément du CCTP-0. Cependant, en cas de contradiction entre le CCTP-0 et les CCTP de chaque lot, les préconisations ou prescriptions décrites dans les CCTP de chaque lot priment sur celles figurant au sein du CCTP-0.

Les termes "Entrepreneur" ou "Entreprise" repris dans le présent document désignent le titulaire du marché relatif au lot concerné.

1.2 Définition de l'opération

1.2.1 Nature de l'opération

L'opération a pour objet la réhabilitation de la toiture de la Préfecture de la Haute Loire au Puy en Velay

1.2.2 Liste des Corps d'État

Les corps d'état concernés sont définis ci-après :

Lot n°0 Prescriptions générales

Lot n°1 Échafaudages

Lot n°2 Désamiantage

Lot n°3 Charpente - Couverture - Zinguerie - Traitement

Lot n°4 Serrurerie

Lot n°5 Électricité - Courants Faibles

1.2.3 Maître d'ouvrage

Préfecture de Haute Loire
6 avenue du Général de Gaulle
43000 LE PUY EN VELAY
Tel : 04 71 09 43 43

1.2.4 Maîtrise d'œuvre

ARCHITECTE

Benoît COILLLOT
3 place Michelet
43000 LE PUY EN VELAY
Tel. : 04 71 05 61 87

ECONOMISTE

GBA &Co
4 Bd G. SAND
43000 LE PUY en VELAY
Tél : 04 71 09 12 19

BET FLUIDES

GBA Énergies
4 Bd G. SAND
43000 LE PUY en VELAY
Tél : 04 71 09 12 19

BET STRUCTURE

Alain MERIGEON
ZA la Chartreuse
43700 BRIVES CHARENSAC
Tel : 04 71 02 28 02

1.2.5 **Contrôle technique**

Les ouvrages à réaliser sont soumis au contrôle technique.

Les entreprises sont tenues, dans le cadre de leur offre, d'apporter toute aide au bureau de contrôle, afin qu'il puisse assurer sa mission. Les entreprises devront prendre en compte toutes les observations que le bureau de contrôle fournira sur leurs ouvrages.

BUREAU DE CONTRÔLE

SOCOTEC Construction
597 avenue Antoine Laurent de Lavoisier
43700 SAINT GERMAIN LAPRADE
04 71 09 11 18

1.2.6 **Sécurité prévention santé**

Les travaux seront soumis aux dispositions relatives à l'hygiène et la sécurité de chantier conformément aux textes législatifs relatifs à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

COORDINATION SPS

APAVE SUD EUROPE SAS
1 rue Schuman Maurice
43700 SAINT GERMAIN LAPRADE
04 71 04 27 49

2 Définition des documents

2.1 **Cahier des Clauses Techniques Particulières**

Les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ont pour objet de définir l'ensemble des prestations et leurs modes d'exécution. Ils n'ont aucun caractère limitatif, l'entreprise devant l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages qui lui sont demandés.

Les plans définissent, au même titre que les pièces écrites, les différentes prestations dues par les entreprises adjudicataires.

Les ouvrages figurant sur l'un des documents et éventuellement omis dans l'autre sont à intégrer dans l'offre de l'entreprise.

2.2 **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire**

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) comporte des quantités par type d'ouvrage selon un mode de métré défini et précisé dans chaque article.

Ces quantités sont données à titre indicatif.

L'entreprise en doit la vérification avant la remise de son offre.

Seules les descriptions et les localisations des ouvrages au sein de ce présent CCTP sont contractuelles.

L'entreprise doit remettre un prix global et forfaitaire pour l'ensemble des prestations décrites au CCTP en prenant en compte l'ensemble des dispositions sécuritaires, de phasage, d'hygiène et autres... suivant les documents joints au dossier de consultation des entreprises.

Pour faciliter le travail de chiffrage, un cadre quantitatif est joint à la consultation.

L'entreprise en doit la vérification et la validation.

Elle a toute latitude pour modifier les quantités à chaque article de ce document.

Le fait de répondre sur la base des quantités proposées (sans modification) vaudra tacite validation par l'entrepreneur de ces quantités.

L'entrepreneur ne pourra prétendre à un quelconque recours sur les quantités, du fait qu'il en doit la vérification pendant la période de consultation.

Chaque article quantitatif comprend implicitement l'ensemble des sujétions d'exécution nécessaires à la réalisation complète de la prescription autant sur le plan technique que sur le plan quantitatif conformément aux plans.

2.3 **Contenu du prix**

Outre la réalisation des ouvrages proprement dits, le prix remis comprendra :

1 - Durant la phase études d'exécution et de préparation de chantier :

- Les plans de fabrication (PAC) et les plans de détails d'exécution des ouvrages
- Les mises au point techniques à partir des documents joints au dossier marché
- La coordination nécessaire avec les entreprises des différents corps d'état concernés
- La fourniture des matériaux constituant les ouvrages décrits

Note : le VISA des plans et des notes de calculs sera réalisé par l'équipe de Maîtrise d'oeuvre

2 - Durant la phase chantier :

- La fabrication en atelier
- Le transport de toute nature pour amenée à pied d'œuvre
- Le stockage avec toutes protections nécessaires
- Les moyens de levage, la pose, le réglage et l'ajustage des ouvrages prescrits
- Les moyens d'accès pour permettre la réalisation des prestations demandées : échafaudages, nacelles, grues, pont roulant, etc.
- Le traçage et l'implantation des ouvrages
- Les trous, scellements et raccords
- La fourniture et la pose des systèmes de fixations de ses ouvrages adaptés aux supports
- Le remplacement ou l'entretien des éléments défectueux jusqu'à la réception de ces derniers
- La réalisation ou la fourniture de prototype et échantillons
- La fourniture, la mise en condition et le transport des ouvrages destinés à être soumis aux essais
- Les frais d'essais et de contrôle prescrits au présent document, ainsi que ceux demandés par le Maître d'Œuvre et le Contrôleur Technique dans le cadre des avis de chantier
- Etc... (liste non exhaustive)

2.4

Limites de responsabilité

Les CCTP précisent uniquement les objectifs techniques et architecturaux à atteindre.

Pour ce qui concerne les ouvrages de support (platinas de fixations, fixations, chevilles, etc...), les dimensions éventuelles données au sein du présent document restent à titre indicatif et devront être validées par l'entreprise dans le cadre de son offre.

En aucun cas, la responsabilité de la maîtrise d'œuvre ne pourra être engagée pour ce qui concerne le dimensionnement des éléments de fixations et d'ordre structurel, dans le sens où l'entrepreneur, de part sa spécialité, doit fournir les notes de calculs et justifications nécessaires pour validation par le bureau de contrôle avant tout démarrage de ses prestations.

Dans le cas où l'entreprise modifie la définition des dits ouvrages de support, elle devra le faire au sein d'une annexe et la joindre à son offre.

Faute de quoi, l'entreprise accepte sans réserves les prestations demandées.

2.5

Documents à fournir par l'entreprise en DOE

A l'achèvement des travaux, les entreprises devront établir leurs dossiers des ouvrages exécutés. Les dossiers comprendront à minima :

Pour les corps d'État techniques :

- Les plans complets conformes à l'exécution précisant, en particulier, les marques et types de tous les équipements et matériels installés avec la position exacte de tous les organes susceptibles d'être manœuvrés en cours d'exploitation, sur la base des fonds de plans "architecte" mis à jour pour les DOE par l'architecte responsable du projet.
- Les notes de calcul appropriées
- La documentation technique des appareils installés faisant apparaître l'adresse du constructeur et des distributeurs auprès desquels il est possible de s'approvisionner en pièces de rechange, les types et références des matériels, les consignes d'entretien et d'exploitation, etc. Si le matériel fourni est constitué d'assemblages complexes, la description du matériel pourra être complétée de plans et si nécessaires de vues éclatées.
- Les comptes rendus et certificats d'essais et de mises en service, et procès-verbaux (documents COPREC) correspondants.
- Les PV réglementaires (PV coupe-feu, SSI,...)
- Une notice complète d'exploitation rappelant les différents points de consigne, précisant les manœuvres à effectuer, spécifiant la périodicité des visites d'entretien et donnant toutes informations nécessaires pour permettre une prise en charge de l'installation sans aléas. La notice devra également permettre la localisation, l'identification et la commande de tout organe défaillant. Lorsque l'utilisation d'un matériel ne relève pas de l'usage courant, ou si une erreur d'utilisation risque d'entraîner une détérioration de ce matériel, ou d'autres matériaux ou équipements, une notice de fonctionnement en donnera le mode d'emploi détaillé.
- La copie des certificats de garantie donnée par les constructeurs.
- Les schémas de fonctionnement.
- Les schémas électriques.

Pour les autres corps d'état :

- Les plans complets de fabrication et d'exécution des ouvrages mis à jour "conformes à l'exécution".
- La documentation technique des matériaux, leurs consignes d'entretien.
- La copie des certificats de garantie et d'agréments émis par des organismes habilités.

Pour tous :

- Les limites d'utilisation, telles que surcharges, pressions, conditions climatiques, etc., prises en compte dans les calculs.
- Les dispositions conservatoires à prendre en compte le cas échéant dans l'hypothèse d'un dépassement de ces valeurs.

2.6

Documents de référence

Les entrepreneurs se référeront aux prescriptions, stipulations, normes et règlements des documents officiels existants, applicables aux présents travaux et notamment aux prescriptions et recommandations techniques des fournisseurs et fabricants de matériaux mis en œuvre dans le cadre de la présente opération.

Les matériaux mis en œuvre et l'exécution des ouvrages devront être conformes aux documents normatifs : normes, lois, décrets, circulaires, etc... en vigueur.

Les ouvrages seront exécutés en conformité avec l'ensemble des règles professionnelles applicables, et notamment :

- Documents Techniques Unifiés (DTU)
- Normes techniques
- Avis Techniques
- REEF
- Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générale (C.C.T.G.)
- Les Cahiers des Charges, règles de calcul, et Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) établis par le C.S.T.B. à défaut de CCTP
- Les Avis Techniques du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis, y compris les cahiers de prescriptions techniques
- Les Agréments Ministériels pour les composants,
- Les prescriptions du R.E.E.F., du C.S.T.B., du C.E.T.I.A.T., iK
- Les normes de l'AFNOR et de l'UTE,
- Le Code du Travail et toutes ses annexes,
- Les prescriptions des fabricants,
- Le règlement Sanitaire Départemental type,
- Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie,
- Les règlements particuliers des compagnies concessionnaires,
- Les recommandations professionnelles propres à chaque lot
- Etc... (liste non exhaustive)

Les matériaux utilisés seront conformes aux normes françaises et européennes applicables à ceux-ci, avec notamment :

- Matériau avec marquage NF et CE
- Titulaire d'un Procès Verbal d'essai en cours de validité
- Labels, classements et autres suivant typologie des ouvrages

Le marquage CE, étant de nature réglementaire et obligatoire pour les produits de construction, n'est pas systématiquement rappelé au sein du présent CCTP.

L'entrepreneur doit connaître tous les règlements, lois, etc... afférents à sa spécialité.

Il ne sera toléré aucune dérogation aux règles édictées, et le fait, par l'entrepreneur de ne pas s'y conformer strictement, entraînera le refus systématique par la Maîtrise d'Oeuvre des ouvrages non conformes. L'entrepreneur assumera l'ensemble des frais engendrés consécutifs à des prestations non conformes.

***NOTA :** les procédés ne bénéficiant pas d'un avis technique, devront au minimum faire l'Objet d'un cahier des Clauses techniques en cours de validité, approuvé par le Contrôleur Technique.*

3 Qualité des matériaux et fournitures

3.1

Marques, documents, prototypes et échantillons

a) MARQUES & REFERENCES :

Les marques et références des matériaux éventuellement citées au sein du présent document sont données à titre d'exemple et ont pour objet d'illustrer les niveaux de caractéristiques techniques, qualitatives et esthétiques minimales recherchées.

Les marques citées ne constituent en aucun cas une obligation.

Pour autant, certaines marques peuvent être imposées par soucis d'uniformité de matériaux pour l'entretien, ou l'exploitation.

Dans ce cas, les articles prescriptifs le précisent.

b) PROPOSITION de la part de l'entreprise :

L'entreprise devra préciser, dans son mémoire technique, les marques et références des matériaux, qu'elle retient

c) ECHANTILLONS & PROTOTYPES :

Dans le cas courant de matériaux industrialisés, l'entreprise devra fournir une gamme d'échantillons au Maître d'Œuvre, pour permettre le choix définitif, et ce, avant toute commande.

L'entreprise devra également fournir les procès verbaux, certificats d'essais, documents techniques Atec du fabricant, etc... afférents à ces matériaux, dans le même temps, pour validation par le Bureau de Contrôle.

Dans le cas particulier d'ouvrages nécessitant une fabrication, un assemblage, un montage particulier ou autres, le Maître d'Œuvre demandera la réalisation d'un ou plusieurs prototypes avec leurs poses en place réelle, pour validation par le Maître d'Œuvre et le bureau de contrôle avant toute mise en fabrication définitive.

Le coût de fabrication et de pose de ces prototypes est implicitement inclus à l'offre de l'entreprise.

Une commande ou une mise en fabrication préalable à la validation écrite des matériaux, par la Maitrise d'Œuvre et le Bureau de contrôle, ne pourra être facturée au Maitre d'Ouvrage, et restera à charge de l'entreprise.

3.2

Vérifications des côtes portées aux plans

L'entrepreneur est tenu de vérifier, avant toute exécution, les cotes portées sur les plans qui lui sont remis.

Il devra immédiatement signaler au Maître d'œuvre les erreurs qu'il constaterait, et proposer les adaptations permettant de réaliser l'ouvrage.

3.3

Certificats, contrôle et essais des matériaux

Les certificats de classement au feu, d'hydrofugation, de traitement des bois, de protection des métaux, sont à fournir par les entrepreneurs.

Chaque entrepreneur est tenu de produire les justifications de provenance et de qualité des matériaux, et de fournir tous les échantillons qui lui seront demandés.

Les contrôles qui sont à la charge de l'entrepreneur, se rapporteront notamment aux :

- Essais de fonctionnement des installations techniques

Pour les installations techniques, l'autocontrôle par les entrepreneurs devra satisfaire aux instructions COPREC.

La fourniture des fluides, combustibles, courant électrique, utiles aux essais et aux vérifications est à la charge de l'entrepreneur concerné par les opérations de contrôle qui devra par ailleurs fournir le matériel d'essai nécessaire et mettre à disposition la main d'œuvre affectée aux vérifications.

Tant en cours de chantier qu'à l'achèvement des travaux, il sera procédé, en présence du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle, à des essais et vérifications conformément aux impositions des documents contractuels et des textes réglementaires en vigueur (DTU, documents COPREC, documents techniques Atec du fabricant, etc...).

Chaque entrepreneur devra obligatoirement déposer dans le local prévu à cet effet, sur le chantier, les échantillons, modèles ou spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de son marché, dans un délai de 20 jours à partir de la remise par le Maître d'œuvre du listing.

Il fournira, sur les pièces ainsi déposées, tous les renseignements qui lui seront demandés par le Maître d'œuvre ou le Maître de l'ouvrage, dans un délai maximum de 3 jours.

Les échantillons feront l'objet d'un inventaire détaillé comprenant les références numéros de série ou de type, couleur, description sommaire.

La liste des matériaux ou matériels sera adressée en quatre exemplaires au Maître d'œuvre, qui donnera ou refusera son accord en fonction du devis descriptif.

Les échantillons fournis concerneront les matériaux de parement, de revêtements de sols, d'équipement, les matériels ou quincaillerie des menuiseries, des serrureries, de la plomberie, du chauffage, les matériaux ou produits manufacturés, les fournitures spéciales, etc...

Cette liste n'est pas limitative.

4

Caractéristiques du site

4.1

Connaissance des lieux

Les entrepreneurs sont réputés avoir effectué une visite complète du site et des lieux, afin de se rendre compte de visu de la nature exacte des travaux qu'ils auront à exécuter et ce, afin de prévoir dans leur prix toutes les incidences financières particulières découlant d'une exécution de travaux dans le cadre du présent projet.

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux, sites, limites et terrains d'implantation des ouvrages, état des supports, non plus que tous les éléments locaux, tels que : nature des sols, moyens d'accès, conditions climatiques, manques d'informations et sujétions diverses en relation avec l'exécution de ses travaux.

En aucun cas les entreprises ne pourront arguer d'une méconnaissance des lieux pour se soustraire à leurs obligations, ou réclamer des suppléments de prix.

4.2 **État des lieux et constat d'huissier**

Lors du début des travaux, un état des lieux contradictoire sera établi entre le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et les entrepreneurs.

Il concernera l'ensemble des espaces affectés par les travaux et ceux adjacents.

Un constat d'huissier est prévu à la charge du lot 1 "Échafaudages - Installation de chantier"

4.3 **Contraintes climatiques**

- Altitude environ 627.00 NGF

- Neige (règlement NV 65 avril 2009) Zone A2

- Vent (règlement NV 65 avril 2009) Zone 2 - Site normal - Bâtiment fermé

4.4 **Règles de construction parasismique**

L'ensemble des ouvrages devront être dimensionnés et mis en œuvre suivant les règles de construction parasismique en vigueur. Ces règles s'appliquent pour l'ensemble des ouvrages.

- Zone de sismicité : Zone 2 (faible)

4.5 **Accès au site sensible de la Préfecture**

La préfecture est un site sensible.

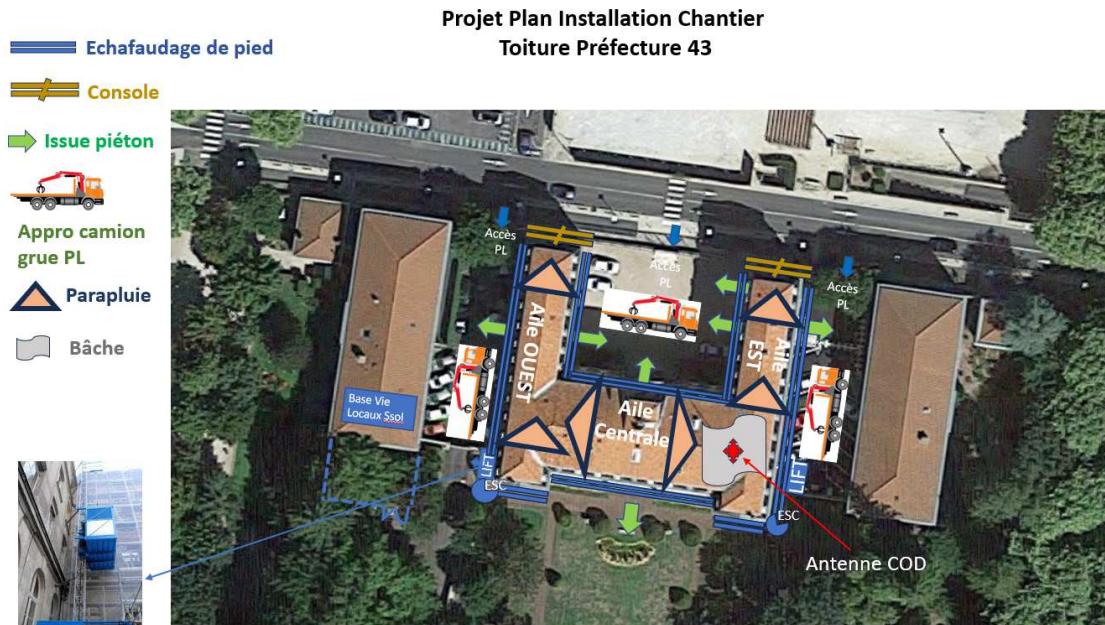
Toute personne qui souhaite intervenir sur le chantier doit avoir communiqué pour vérification au minimum 72h avant la visite les informations suivantes : prénom, nom, date et lieu de naissance. Les informations sont transmises à l'adresse suivante :

pref-pne43@haute-loire.gouv.fr

L'accès au site sera interdit aux personnes qui n'auront pas satisfait à cette exigence.

Les interventions des prestataires ne doivent en aucun cas remettre en cause la sûreté du site de la préfecture.

4.6 Repérage ailes - Projet Plan Installation de chantier



5 Organisation du chantier

5.1 Installation de chantier et de stockage des matériaux

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8.4.1 CCAP ci après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les imputations aux entreprises de ces dispositions relatives à l'installation du chantier sont définies au sein du CCAP ainsi que du PGCSPP joints à la consultation.

Ces prestations ne sont pas reprises quantitativement au sein de la DPGF. L'entreprise doit les incorporer dans ses prix unitaires.

Si l'Entreprise ne réalise pas les prestations décrites au sein du PGCSPP, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de procéder à la mise en régie des prestations non exécutées.

Les plans définitifs d'installation de chantier et de stockage des matériaux, à la charge des entreprise, devront être soumis à l'acceptation :

- du Maître d'Œuvre, de l'OPC et du SPS
- du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, sur avis favorable du Maître d'Ouvre

5.2 **Fonctionnement du compte prorata / Dépenses communes**

FONCTIONNEMENT COMPTE PRORATA

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux prévus au descriptif et qui ne sont pas affectés par les dispositions qui précèdent sont inscrites à un compte spécial dit "compte prorata" établi, géré et réglé par les titulaires.

Le titulaire du lot n°03 procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa ; mais il peut demander des avances aux autres titulaires. Il effectue en fin de chantier la répartition desdites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque titulaire. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui les diviserait.

DEPENSES COMMUNES

L'ensemble des dépenses communes de chantier est exprimé dans l'art 3.2.8 du CCAP et dans le document joint en annexe au CCAP, ainsi que les différents frais qu'auront à supporter certaines entreprises pour des prestations spécifiques.

5.3 **Occupation de la voie publique**

Les besoins exceptionnels situés en dehors de la zone définie sur le plan d'installation de chantier feront l'objet d'une demande spécifique aux services compétents.

5.4 **Organisation de chantier**

L'organisation du chantier est décrite au sein du PGCSPPS établi par le coordonnateur d'hygiène et sécurité.

L'entreprise doit prendre connaissance de ce document dans son intégralité.

Ces prestations ne sont pas reprises quantitativement au sein de la DPGF. L'entreprise devra donc intégrer dans ses prix unitaires, l'ensemble des prestations d'organisation, de sécurité ou de gardiennage lui incombant, ainsi que la gestion du compte prorata concernant les dépenses de consommations.

5.5 **Sécurité du chantier**

La fermeture du chantier est sous la responsabilité des entreprises.

Si des dégradations ou des vols survenaient, dans les zones chantiers, l'ensemble des incidences financières sera imputé aux entreprises responsables. (ou compte prorata si les responsabilités ne sont pas précisément établies)

5.6 **Réception des supports**

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur devra réceptionner les supports sur lesquels il doit intervenir.

L'entrepreneur devra faire toutes les observations et remarques en temps utile, faute de quoi, celui-ci restera le seul responsable de tous désordres et inconvénients ultérieurs.

Aucune réserve ne sera admise, ni aucune réclamation ne sera prise en considération après le démarrage des prestations sans réserve préalable.

Le début d'intervention de l'entreprise implique tacitement une réception "sans réserves" des supports concernés.

5.7 **Échafaudage, levage et mise en commun des moyens**

Tout appareil de levage, fixe ou mobile, avant d'être utilisé sur le chantier, est vérifié par un organisme agréé. Le rapport de vérification est transmis obligatoirement au coordonnateur S.P.S.

Chaque entrepreneur doit, dans le cadre de son prix global et forfaitaire, prévoir tous les échafaudages nécessaires à l'ensemble de ses travaux, y compris double transport, montage, location, dépose.

De la même façon, sont compris dans le prix global et forfaitaire, tous les moyens de levage nécessaires à ses travaux.

Chaque entrepreneur assure ses propres manutentions et levages, avec toutes les sujétions qui y sont liées.

Les moyens envisagés sont soumis à l'accord du maître d'œuvre et OPC, préalablement avant toute intervention, pour les matériels lourds et encombrants pouvant être livrés pendant la phase d'exécution de la structure.

5.8 **Protection des ouvrages**

Chaque entrepreneur doit la protection de ses ouvrages et de ses équipements, afin d'assurer leur conservation à l'état neuf jusqu'à la réception des ouvrages.

La dépose de la protection sera réalisée par l'entreprise qui en a effectuée la mise en place.

5.9 **Réservations et percements**

Les entrepreneurs devront remettre au titulaire du lot 03 charpente, pendant la période de préparation de chantier, des plans côtés sur lesquels apparaîtront l'implantation et les dimensions des réservations et des percements nécessaires aux travaux de leur corps d'état.

Ces plans indiqueront également l'encombrement des canalisations, des gaines, des conduits, des profils et des pièces, qui occuperont les emplacements réservés.

Le jeu à prévoir à la périphérie des pénétrations pour le scellement et le calfeutrement ne devra pas excéder 5 cm.

Ces plans seront également remis au Maître d'œuvre pour VISA et validation.

LES RESERVATIONS ET LES PERCEMENTS SONT SOUMIS AUX DISPOSITIONS SUIVANTES :

- Réservations ou percements à la charge de l'entreprise titulaire du lot 03 quand l'une des dimensions est égale ou supérieure à 20 cm
- Les réservations sont réalisées par le titulaire du lot 03 à partir des indications précises fournies par les entreprises demandeuses (côtes, axes, altimétrie, etc...)
- Percements à la charge de chaque corps d'état concerné quand aucune des dimensions n'est supérieure à 20 cm, sous réserve d'avoir obtenu au préalable un accord de l'entreprise titulaire du lot 03 sur la localisation.
- Chaque entrepreneur restera responsable des oublis ou erreurs qu'il aurait pu commettre en ce qui concerne les réservations et percements. Si ces oublis ou erreurs sont le fait des entreprises utilisatrices, les percements et adaptations qui en découleraient seront facturés directement aux corps d'état défaillants. Tout passage non réservé sera obtenu par carottage exécuté par le titulaire du lot 03, aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les percements seront exécutés par carottage, l'emploi du marteau piqueur sera formellement interdit afin de ne pas compromettre la bonne suite des travaux ou à entraîner des désordres et des malfaçons.

Dans les cloisons légères neuves :

- Percements à la charge de chaque corps d'état concerné en maintenant la stabilité et l'intégrité de l'ouvrage compris tous les rebouchements nécessaires
- L'accord préalable de l'entreprise ayant réalisé la cloison devra être demandé.

5.10 **Scellements, garnissages et calfeutrements**

Chaque entrepreneur doit la pose, le réglage et le scellement de ces ouvrages. Les scellements devront permettre l'exécution des raccords de finition sans repiquage préalable.

L'exécution des garnissages et calfeutrements incombe :

- Au titulaire du lot 03 Charpente, avec restitution du degré coupe-feu de la paroi quand l'une des dimensions de la réservation ou du trou est supérieure à 20 cm
- Au titulaire du corps d'état, quand l'une des dimensions de la réservation ou du trou est inférieure à 20 cm
- Dans les autres cas au corps d'état utilisateur

5.11 **Vérifications des côtes portées aux plans**

L'entrepreneur est tenu de vérifier, avant toute exécution, les côtes portées sur les plans qui lui sont remis.

Il devra immédiatement signaler au Maître d'œuvre les erreurs qu'il constaterait, et proposer les adaptations permettant de réaliser l'ouvrage.

6 Nettoyage de chantier

6.1 **Gestion des déchets de chantier**

Chaque entreprise aura à sa charge le tri des déchets d'emballages et de chantier, conformément aux textes réglementaires applicables en matière de gestion des déchets (SOGED), ainsi qu'aux règlements sanitaires départemental et régional et aux engagements figurant dans son offre.

Les entreprises s'acquitteront de leur obligation aux prescriptions relatives au tri sélectif en déposant leurs déchets pré-triés dans des bennes mises en place.

La gestion des bennes sera de type individuelle. Les déchets seront évacués quotidiennement par chaque entreprise.

Les déchets devront être valorisés ou orientés vers un centre de stockage spécifique, en fonction de leur nature.

L'entreprise devra donc prendre en charge les démarches nécessaires (bordereau) sur le suivi des déchets et intégrer à son offre l'ensemble des frais en découlant.

Le tri, la gestion et l'élimination des déchets restent sous son entière responsabilité.

6.2 **Classification des déchets**

Le définition d'un déchet est donnée par la loi n°75-633 du 15 juillet 1975. L'annexe n°2002-540 du 18 avril 2002 classe les déchets en deux catégories différentes, les déchets dangereux pour la santé et l'environnement et les déchets non dangereux. Sur un chantier de déconstruction, les déchets sont classés suivant les catégories suivantes : les déchets amiantés, les déchets industriels spéciaux, les déchets inertes et les déchets industriels banals.

6.3 **Informations à fournir concernant les déchets générés par les travaux**

En application du décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020, chaque entrepreneur devra intégrer dans ses devis de travaux et ses notices descriptives les informations suivantes concernant les déchets générés par les travaux:

- une estimation de la quantité totale de déchets générés pendant le chantier;
- les modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets et notamment l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue;
- le ou les points de collecte où l'entreprise de travaux prévoit de déposer les déchets issus du chantier, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation;
- une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets.

6.4

Nettoyage de chantier quotidien

Chaque entreprise devra assurer avec le plus grand soin le nettoyage quotidien des locaux ou zones qu'elle occupe, au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux. **L'enlèvement et l'évacuation des déchets et gravats devra se faire quotidiennement.**

L'entrepreneur tiendra compte dans ses prix des nettoyages successifs après exécution de ses ouvrages.

Il ne pourra prétendre à quelque plus-value que ce soit pour ces travaux de nettoyage.

Au cas où les nettoyages se révélaient inexistantes ou insuffisants, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS pourront, sur simple constatation du non respect de cette obligation :

- Soit : attribuer à chaque entreprise des zones de chantier à nettoyer d'une manière ponctuelle ou définitive
 - Soit : dans le cas d'un non respect des instructions données, faire intervenir, une société spécialisée dans le nettoyage. Le coût de cette intervention étant ensuite réparti entre les entreprises fautives en fonction d'un degré de responsabilité qu'il déterminera.
- Il appartient au Maître d'œuvre, au Coordonnateur SPS de constater le respect de cette obligation.

